



# Souriez, vous êtes filmés - Les grandes lignes de la surveillance par caméras

P. Van den Eynde, Inspecteur général  
APD



Autorité de protection des données  
Gegevensbeschermingsautoriteit

# Existe-t-il une législation globale concernant les caméras ?

- Non
- Ce que l'on appelle la “Loi caméras” est une **législation spécifique** qui concerne uniquement les “*caméras de surveillance*”
  - La Loi caméras ne s'applique pas si [les modalités d'installation et d'utilisation de] la caméra de surveillance est [sont] déjà régie[s] par une législation spécifique :
    - Par ex. : la loi football (1998), la législation MPR (2003), la loi sur la fonction de police
  - La Loi caméras ne s'applique pas non plus pour la surveillance par caméras sur le lieu de travail
    - Par ex. : CCT n° 68 (secteur privé), RGPD (secteur public)
- La législation sur les caméras doit aussi toujours être lue conjointement aux **règles générales relatives à la protection des données (RGPD)**



# Champ d'application de la Loi caméras



- Il doit s'agir d'une “**caméra de surveillance**” :
  - tout *système d'observation* fixe (temporaire) ou mobile,
  - dont le but est la surveillance et le contrôle des lieux,
  - et qui, à cet effet, ~~collecte, traite ou conserve~~ *des images*
- Dans quel **but** ?
  - Prévenir, constater ou déceler des **infractions**
  - Prévenir, constater ou déceler des **incivilités**
  - Maintenir l'**ordre public**



# Quelques questions récurrentes

- Qu'en est-il de ma webcam ?
- Qu'en est-il de mon visiophone ?
- Si ma caméra n'enregistre pas, dois-je quand-même respecter la législation?
- Fixe, fixe temporaire, mobile, intelligente ?
- Enregistrement vs uniquement temps réel ?
- Caméras factices ?
- Image vs son ?



# La Loi caméras distingue 3 types de lieux

- Caractérisation / délimitation sui generis :
    - Lieux ouverts (LO)
    - Lieux fermés accessibles au public
    - Lieux fermés non accessibles au public
- ! Différent des termes plus généraux “public” et “domaine privé”



# 3 types de lieux - Type 1

## ■ Le lieu ouvert

= *"tout lieu non délimité par une enceinte et accessible librement au public ..."*

Par ex. : la voie publique, un parc public, une place publique, une place de marché, ...

Remarque 1 : "enceinte" : au moins une démarcation visuelle, par ex. une clôture, mais aussi un panneau "*propriété privée*"

Remarque 2 : RT uniquement autorité publique



# 3 types de lieux - Type 2

- **Lieu fermé accessible au public**

*"tout bâtiment ou lieu délimité par une enceinte destiné à l'usage du public, où des services peuvent lui être fournis"*

Par ex. : un magasin, la salle des guichets d'une banque, un cinéma, les transports en commun, ...

*Important !* L'affectation du lieu donnée par le responsable



# 3 types de lieux - Type 3

- **Le lieu fermé non accessible au public**

*"tout bâtiment ou lieu délimité par une enceinte, destiné uniquement à l'usage des utilisateurs habituels"*

Par ex. : une habitation, un appartement, un bureau (back office), ...

remarque :

*Utilisateurs "habituels" ? par ex. fournisseurs, invités, cohabitants, ...*





# Les grands principes (1)

- **Principe de finalité :**

*“la surveillance et le contrôle des lieux”* (explicitement décrit dans la Loi caméras)

- **Principe de proportionnalité** (Voir Cour de Justice décembre 2019) :

- Pondération des intérêts
- Moyen nécessaire et adéquat
- Moyen complémentaire
- Images filmées
  - Adéquates, pertinentes et non excessives
  - Filmer uniquement le lieu du responsable du traitement (*exceptions* !)



# Les grands principes (2)

## ■ Principe de proportionnalité (suite) :

- Accès aux images :
  - Lieux ouverts : en temps réel = uniquement sous la surveillance de services de police (extension via l'AR du 9 mars 2014 : agents, CALOG et militaires + agents de surveillance via loi sécurité privée)
  - LO : en temps réel = autorités compétentes pour la sécurité d'événements importants et situations d'urgence
  - Lieu fermé accessible au public : temps réel vs enregistrement
- Devoir de discrétion – Cloisonnement de l'accès
- Destinataires des images : police et/ou justice
  - Facultatif en cas de constatation d'une éventuelle infraction
  - Obligatoire à la demande de la police administrative ou judiciaire
  - Protocoles d'accords spécifiques
- Durée de conservation : maximum 1 mois (**exceptions** !)
- Nombre de caméras : pas excessif au vu des finalités



# Les grands principes (3)

- Protection des données dès la conception (Privacy by design)

La position d'une caméra de surveillance qui filme par ex. la maison des voisins peut constituer une violation de ce principe.

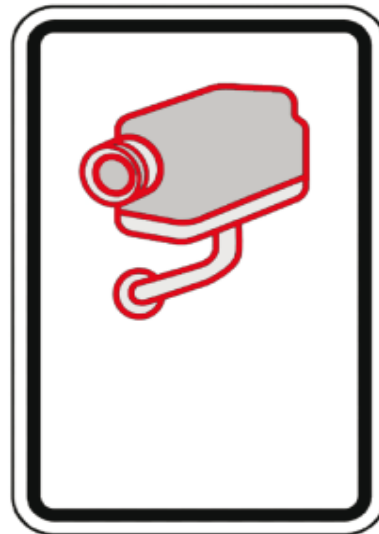
<https://www.autoriteprotectiondonnees.be/publications/decision-quant-au-fond-n-74-2020.pdf>



# Les grands principes (4)

- **Obligation d'information :**

- Placement d'un pictogramme : la Loi caméras prévoit un modèle obligatoire (AR du 10 février 2008 *définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra*)



# Pour info : dimensions du pictogramme

Type de lieu	Dimensions	Matériau
<b>Lieu ouvert</b> (voie publique)	<b>0,60 x 0,40 m</b>	Plaque en aluminium d'au moins 1,5 mm d'épaisseur
<b>Lieu fermé accessible au public</b> , dont l'accès n'est pas délimité par des éléments construits et immeubles (par exemple : un grand parking ouvert)	<b>0,60 x 0,40 m</b>	Plaque en aluminium d'au moins 1,5 mm d'épaisseur
<b>Lieu fermé accessible au public</b> , dont l'accès est délimité par des éléments construits et immeubles (par exemple : un bâtiment)	(0,60 x 0,40 m OU A4 OU 0,15 x 0,10	Plaque en aluminium d'au moins 1,5 mm d'épaisseur ou autocollant plastifié
<b>Lieu fermé non accessible au public</b>	(0,60 x 0,40 m) OU A4 OU 0,15 x 0,10	Plaque en aluminium d'au moins 1,5 mm d'épaisseur ou autocollant plastifié



# Les grands principes (5)

## ■ Obligation d'information (suite) :

- La taille varie selon le type de lieu
- Plaque en aluminium ou autocollant plastifié
- Nombre de mentions obligatoires :
  - “*Surveillance par caméra – Loi du 21 mars 2007*”
  - Le nom de la personne (physique ou morale) responsable du traitement, ou de son représentant (nom destiné à l'exercice des droits)
  - L'adresse postale et le cas échéant, l'adresse électronique ou le numéro de téléphone auxquels le responsable du traitement ou son représentant peut être contacté
  - Le cas échéant, les coordonnées du DPO
  - Le cas échéant, le site Internet du RT



# Les grands principes (6)

- **Droit d'accès :**

- Toute personne filmée a un droit d'accès
- Certes via une demande au responsable qui comporte des indications suffisantes
- Obligation pour le RT à partir de ce moment de conserver les images !



# Les grands principes (7)

- **Registre** des activités de traitement d'images
  - Nouvelle obligation (RGPD)
  - Sous forme écrite (év. électronique)
  - À tenir à la disposition de l'APD et de la police
  - Nombre de mentions obligatoires : coordonnées, finalité(s), délai de conservation, mesures de sécurité, type de lieu,...
- Registre vs déclaration (en partie doublon)





# La déclaration(1)

- La loi caméra prévoit une **procédure de déclaration spécifique** (voir l'AR du 8 mai 2018 *relatif aux déclarations d'installation et d'utilisation de caméras de surveillance et au registre d'activités de traitement d'images de caméras de surveillance*)
  - ⇔ *suppression de l'obligation de déclaration par le RGPD*
- Toute décision doit être **communiquée aux services de police** :
  - Via un *formulaire standard*
  - Au plus tard *la veille du jour de la mise en service*
  - Plus auprès de l'APD mais bien auprès du SPF Intérieur
- Dans la pratique, **tout se déroule via une seule déclaration PAR SITE**



# La déclaration (2)

- Pour les lieux ouverts, *des modalités supplémentaires s'appliquent* :
  - Avis positif préalable du *conseil communal* concerné
  - Après consultation du chef de corps concerné (modification par rapport à la législation d'origine – un avis positif était initialement également requis !)



# La déclaration (3)

- L'obligation de déclaration connaît une **exception** :
  - Traitements à des fins personnelles ou domestiques
  - 3 conditions à remplir :
    - Lieu fermé non accessible au public,
    - Personne physique,
    - À des fins personnelles ou domestiques = comme dans la loi vie privéeCette disposition est interprétée pour un usage **à l'intérieur** d'une habitation



# La déclaration en pratique (4)

- Uniquement une **déclaration électronique**
- Via l'application web du **SPF Intérieur** :  
[www.declarationcamera.be](http://www.declarationcamera.be)
- En principe **via l'e-ID**
- **Validation annuelle**
- **Période de transition** pour des caméras existantes (se termine cette année)
- Formulaire type avec **mentions obligatoires**



# Analyse d'impact relative à la protection des données (AIPD)

- La surveillance systématique à grande échelle de zones accessibles au public requiert – en plus du registre et de la déclaration – également une AIPD.
- Plus d'infos :  
<https://www.autoriteprotectiondonnees.be/professionnel/rgpd-/analyse-d-impact-relative-a-la-protection-des-donnees>



# Puis-je tout filmer avec ma caméra de surveillance?

- **Interdiction** de toute **utilisation secrète** ( ↔ pictogramme)
- **Interdiction** de filmer certaines **données sensibles** :
  - Pas d'images portant atteinte à l'intimité
  - Pas d'images visant à recueillir des informations relatives aux opinions philosophiques, religieuses, politiques ou syndicales, à l'origine ethnique ou sociale, à la vie sexuelle ou à l'état de santé,
- **Caméras de surveillance mobiles**
  - Régime et définition distincts
  - Usage limité
    - Lieu ouvert : uniquement par ou pour la commune
    - Lieu fermé :
      - Uniquement pour les agents de surveillance dans des lieux très spécifiques non accessibles au public présentant un risque de sécurité élevé ou
      - Un lieu fermé où personne n'est supposé se trouver ou
      - Par une personne physique à des fins personnelles/domestiques dans un lieu fermé non accessible au public



# Usage mixte : application de la Loi caméras en combinaison avec la CCT n° 68

- **Exemple concret** : quelle législation une entreprise doit-elle respecter si la **caméra de surveillance** filme **à la fois des externes et des travailleurs** ?
  - Les travailleurs dans le secteur privé sont soumis à la CCT n° 68.
  - **La Loi caméras et la CCT n° 68 ne s'excluent pas mutuellement.**
- ⇒ Le responsable devra appliquer la Loi caméras vis-à-vis des personnes qui relèvent du champ d'application de cette loi et il devra appliquer la CCT n° 68 vis-à-vis des travailleurs.



# Convention collective de travail n° 68

- Tout système de surveillance comportant une ou plusieurs caméras et visant à surveiller certains endroits ou certaines activités sur le lieu de travail
- Uniquement autorisé pour les finalités suivantes :
  - la sécurité et la santé,
  - la protection des biens de l'entreprise
  - le contrôle du processus de production qui peut porter tant sur les machines (pour en vérifier le bon fonctionnement) que sur les travailleurs (pour l'évaluation et l'amélioration de l'organisation du travail),
  - le contrôle du travail du travailleur.

L'employeur doit toujours définir clairement la finalité.





# CCT n° 68 (suite)

- La surveillance par caméra peut être permanente ou temporaire pour les finalités suivantes :
  - la sécurité et la santé,
  - la protection des biens de l'entreprise et
  - le contrôle du processus de production mais seulement si ce contrôle porte uniquement sur les machines.
- La surveillance par caméras doit être temporaire pour les finalités suivantes :
  - le contrôle du processus de production qui porte sur les travailleurs et
  - le contrôle du travail du travailleur.



# CCT n° 68 (suite)

- Si la finalité de la surveillance par caméras est le contrôle du travail du travailleur, cela ne peut pas avoir pour conséquence que les décisions et évaluations de l'employeur se fondent exclusivement sur les données collectées via cette surveillance par caméras.
- Procédure spéciale pour informer/protéger les travailleurs



# :Pour terminer : Un système de surveillance par caméras performant ?

- Songez à :
  - Image ⇔ lumière (lumière du jour, lumière artificielle, infrarouge, contre-jour)
  - Support d'enregistrement (analogique, numérique : attention à la capacité de la mémoire et aux éventuelles techniques de compression)
  - Zoom avant (analogique – numérique, le numérique donne uniquement des pixels agrandis)
  - Position de la caméra (hauteur, objets environnants tels que des arbres)
  - Résolution de l'image
  - Maintenance
  - ...
- Cela paraît évident, mais...



# Plus d'infos

- Site Internet du SPF Intérieur : [www.besafe.be](http://www.besafe.be)
- Site Internet APD : <https://www.autoriteprotectiondonnees.be>
- Guide surveillance par caméras (SPF Intérieur) en plusieurs parties

